

Merci beaucoup pour vos questions. J'apprécie que vous ayez pris le temps de m'écrire! Vous excuserez ma réponse tardive. Voici mes réponses à vos questions :

### **Pauvreté, violence, prostitution et santé**

#### *Organismes communautaires*

Nous renforcerons nos communautés en investissant dans ce qui en fait des endroits où il fait bon vivre. Investir dans nos communautés ne se limite pas seulement à créer de bons emplois et à susciter la croissance économique; c'est aussi bâtir des collectivités où nous sommes fiers de vivre.

Grâce à de nouveaux investissements dans l'infrastructure sociale, ces deux buts seront atteints. Nous améliorerons la qualité de vie de millions de Canadiens en investissant en priorité dans les logements abordables, les résidences pour personnes âgées, l'apprentissage préscolaire, la garde d'enfants et les infrastructures culturelles et de loisirs.

Nous collaborerons aussi avec les provinces, les territoires et les Premières Nations afin de créer un nouveau Programme national d'éducation préscolaire et de garde d'enfants pour veiller à ce que des services de garde d'enfants de haute qualité et à prix abordable soient offerts à toutes les familles qui en ont besoin. Au cours de la prochaine décennie, nous investirons près de 20 milliards de dollars dans l'infrastructure sociale du Canada.

#### *Prévention de la violence conjugale et des agressions sexuelles/sexuelle des femmes*

Nous offrirons un plus grand soutien aux victimes de violence conjugale, d'agression sexuelle et de harcèlement sexuel et nous veillerons à ce que davantage d'agresseurs soient traduits en justice.

Pour beaucoup de Canadiens – en grande majorité des femmes – la violence sexuelle, le harcèlement sexuel et la violence conjugale sont des menaces réelles, et même quotidiennes. Cependant, de nombreuses victimes choisissent de ne pas rapporter ces incidents à la police, et peu d'agresseurs sont condamnés.

En collaboration avec les experts et les défenseurs des victimes de violence basée sur le genre, nous mettrons au point une stratégie et un plan d'action fédéral global qui s'arrimera aux stratégies provinciales en place.

Nous nous assurerons que les victimes qui fuient la violence conjugale ne se retrouvent pas sans issue : dans le cadre de notre vaste investissement dans l'infrastructure sociale, nous augmenterons le financement consacré à la croissance et au maintien du réseau canadien de refuges et de maisons de transition.

Nous apporterons aussi des modifications au Code criminel : nous renverserons le fardeau de la preuve relativement à la mise en liberté pour les récidivistes de la violence

conjugale. Nous ferons en sorte que cette violence soit considérée comme un facteur aggravant, et que la peine maximale soit élevée pour les récidivistes.

De concert avec les provinces et les territoires, nous soutiendrons les campagnes de sensibilisation du public. Nous prendrons des mesures pour que le Parlement et les institutions fédérales, y compris la fonction publique, la GRC et les Forces armées canadiennes, soient des lieux de travail exempts de harcèlement et de violence sexuelle.

Nous reverrons également les politiques actuelles de formation des agents de la paix de première ligne en fonction d'enjeux délicats – comme les questions de genre et de culture – pour nous assurer qu'elles sont rigoureuses et efficaces.

Pour aider les nouveaux arrivants, nous modifierons les règles qui s'appliquent aux conjoints immigrant au Canada. Nous ferons en sorte que la résidence permanente leur soit immédiatement accordée – sans délai d'attente de deux ans. Cette mesure permettra aux conjoints, qui sont pour la plupart des femmes, de travailler et d'atteindre l'autonomie financière.

De plus, nous lancerons sans délai une enquête publique nationale sur les cas de femmes et de filles autochtones disparues et assassinées au Canada.

#### *Femmes autochtones*

Nous lancerons sans délai une enquête publique nationale sur les cas des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées au Canada. La disparition et la mort de près de 1 200 femmes et filles autochtones est une tragédie nationale qui a assez duré. Nous lancerons sans attendre une enquête publique nationale sur ces cas dans le but de recommander des mesures concrètes que les gouvernements, les forces de l'ordre et les autres intervenants pourront prendre pour résoudre ces crimes et en éviter de nouveaux.

#### *Logement social*

Nous aiderons les Canadiens à trouver un logement abordable. À l'heure actuelle, un ménage canadien sur quatre paie plus qu'il ne peut se le permettre pour son loyer, et un sur huit n'a pas accès à un logement abordable, sécuritaire, convenable et bien entretenu.

Quand les Canadiens ont du mal à trouver des logements abordables, ils se sentent moins en sécurité et toute notre économie s'en ressent. Nous relancerons le leadership fédéral en matière de logements, à commencer par un nouvel investissement sur dix ans dans les infrastructures sociales.

Nous accorderons la priorité aux investissements dans les logements abordables et les résidences pour personnes âgées, ferons construire un plus grand nombre de logements neufs et rénovons les logements existants, accorderons un soutien financier aux municipalités pour conserver les subventions de loyer indexées sur le revenu pour les

coopératives d'habitation et accorderons aux collectivités les sommes dont elles ont besoin pour mettre en oeuvre le programme « Logement d'abord », qui aide les Canadiens sans abri à trouver un logement stable.

Nous favoriserons la construction de nouveaux logements locatifs en éliminant complètement la TPS sur les nouveaux investissements en capital dans le logement locatif abordable. Cela fournira des incitatifs fiscaux de l'ordre de 125 millions de dollars par année pour augmenter l'offre de logements locatifs partout au Canada et pour développer et rénover le parc de logements déjà existants.

Nous actualiserons le Régime d'accession à la propriété pour que les personnes dont la vie est bouleversée par un changement soudain et important puissent acheter une maison sans que cela entraîne de conséquences fiscales. Cela allègera le fardeau des Canadiens qui sont confrontés à une relocalisation, au décès d'un conjoint, à une rupture conjugale ou qui prennent la décision d'héberger un membre âgé de la famille.

Nous demanderons à la Société canadienne d'hypothèques et de logement et à la nouvelle Banque de l'infrastructure du Canada d'offrir du financement pour soutenir la construction de nouveaux logements locatifs abordables destinés aux Canadiens à revenu moyen ou faible.

Nous dresserons l'inventaire de tous les terrains et immeubles fédéraux inoccupés qui pourraient être adaptés, et offrirons quelques-uns de ces terrains à bas prix pour que soient construits des logements abordables dans les communautés où il existe un besoin criant.

En outre, nous rétablirons immédiatement le formulaire détaillé obligatoire du recensement pour veiller à ce que les décisions en matière de logements soient fondées sur les meilleures données les plus récentes.

### *Lutte contre la pauvreté*

Nous sortirons plus de Canadiens de la pauvreté – y compris des enfants et des aînés. La pauvreté et l'inégalité ne sont pas uniquement des problèmes qui touchent certaines personnes au Canada, ce sont des problèmes qui nous touchent tous. Les Canadiens en situation de pauvreté ont plus de difficulté à rester en bonne santé, à trouver un bon travail et à le garder. Pour le Canada, le coût de la pauvreté, que l'on remarque dans l'augmentation du coût des soins de santé et des demandes d'aide sociale, est immense.

Grâce à notre plan, aussitôt les élections en cours terminées, nous aiderons des Canadiens à sortir de la pauvreté. Nous lancerons l'Allocation canadienne aux enfants. Non imposable, indexé sur le revenu et versé chaque mois, cet avantage sera aussi plus généreux envers ceux qui en ont le plus besoin : les familles monoparentales et celles dont le revenu est faible. Cela permettra à 315 000 enfants de sortir de la pauvreté.

Nous aiderons des centaines de milliers d'aînés à sortir de la pauvreté en augmentant de dix pour cent le Supplément de revenu garanti pour les aînés à faible revenu vivant seuls. Cela donnera à un million de nos aînés les plus vulnérables – qui sont souvent des femmes – presque 1 000 \$ de plus chaque année.

Et dans le cadre de nos nouveaux investissements dans les infrastructures sociales, nous accorderons la priorité aux investissements dans les logements abordables et les résidences pour personnes âgées, ferons construire un plus grand nombre de logements neufs et rénovons les logements existants, accorderons un soutien financier aux municipalités pour conserver les subventions de loyer indexées sur le revenu pour les coopératives d'habitation et accorderons aux collectivités les sommes dont elles ont besoin pour mettre en oeuvre le programme « Logement d'abord », qui aide les Canadiens sans abri à trouver un logement stable.

Nous établirons des objectifs en matière de lutte contre la pauvreté, évaluerons nos progrès et rendrons compte publiquement des résultats obtenus.

### *Santé*

Nous rendrons les soins à domicile plus accessibles, les médicaments sur ordonnance plus abordables et les soins de santé mentale plus accessibles. Le système canadien de soins de santé universel et public est une source de fierté – tout autant qu'une source de sécurité économique pour la classe moyenne et ceux qui travaillent fort pour en faire partie. Les Canadiens en bonne santé physique et mentale travaillent, sont productifs et contribuent à notre économie,

sans compter qu'ils mènent une vie plus saine et plus heureuse.

Malgré la valeur et l'importance de notre système de soins de santé, cela fait plus d'une décennie qu'un premier ministre canadien a rencontré ses homologues provinciaux et territoriaux pour discuter des moyens d'améliorer le programme pour qu'il réponde aux besoins actuels et soit en mesure de relever les défis inhérents à une population vieillissante.

Nous reprendrons cette conversation importante et assurerons le leadership collaboratif fédéral qui a manqué durant la décennie de pouvoir de M. Harper. Nous négocierons un nouvel Accord sur la santé avec les provinces et les territoires, qui inclura une entente de financement à long terme.

Nous nous engageons à investir immédiatement trois milliards de dollars au cours des quatre prochaines années pour améliorer quantitativement et qualitativement l'offre de services de soins à domicile aux Canadiens. Cela passe par l'accès à des fournisseurs de soins à domicile compétents, à de l'aide financière lorsqu'ils doivent prendre soin d'un être cher et, au besoin, à des soins palliatifs.

Pour aider les familles à prendre soin d'un être cher à domicile, nous assouplirons les prestations de compassion de l'assurance-emploi et en faciliterons l'accès pour qu'elles ne se limitent plus aux services de soins de fin de vie. Nous favoriserons aussi la collaboration pancanadienne en matière d'innovation en santé et faciliterons l'accès aux médicaments d'ordonnance nécessaires. De concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, nous achèterons les médicaments sur ordonnance en vrac, ce qui permettra aux gouvernements canadiens de payer les médicaments moins cher et de les rendre plus abordables pour les Canadiens.

Nous augmenterons l'offre de services de santé mentale de première qualité pour les Canadiens qui en ont besoin, comme les anciens combattants et les premiers intervenants.

Pour aplanir les obstacles et assurer l'égalité des chances pour tous les Canadiens qui vivent avec un handicap, nous consulterons les provinces, les territoires et d'autres intervenants pour déposer une Loi nationale sur les handicaps.

### **Emploi et entrepreneuriat**

Les petites et moyennes entreprises (PME), sont l'épine dorsale de l'économie canadienne, mais souvent, elles se heurtent à de graves obstacles à la réussite, notamment, la lourdeur administrative, la difficulté de trouver de la main-d'œuvre qualifiée et l'accès limité aux capitaux.

Un gouvernement libéral aidera les PME à grandir, à trouver des capitaux, à innover et à créer un environnement propice à leur réussite. Nous croyons que les PME sont essentielles pour stimuler l'économie du Canada et la création d'emplois.

Le Canada est un pays où foisonnent les PME et où la prospérité est incarnée par les entrepreneurs audacieux. Un gouvernement libéral réduira les cotisations à l'assurance-emploi en les faisant passer de 2,63 à 2,31 \$ et maintiendra à 9 % la réduction du taux d'imposition des petites entreprises prévue dans le budget 2015.

Nous rétablirons le crédit d'impôt relatif à une société à capital de risque de travailleurs (SCRT), ce qui permettra aux fonds de travailleurs de faire des investissements substantiels dans les petites et moyennes entreprises ayant besoin d'une source de capital stable pour réussir. Nous investirons 100 millions de dollars annuellement dans les producteurs de technologies vertes, qui comptent dans leurs rangs de nombreuses PME. Nous investirons 500 millions de dollars dans les ententes fédérales-provinciales sur le développement du marché du travail pour garantir aux propriétaires de PME l'accès à de la main-d'œuvre qualifiée. Nous allons faire le plus grand investissement fédéral en infrastructures communautaires de l'histoire du Canada. Nous contribuerons ainsi non seulement à la création d'emplois immédiats, mais aussi à l'augmentation de la productivité et à la réduction des coûts de fonctionnement des entreprises à moyen et à long terme.

## **Les femmes immigrantes**

L'histoire du Canada est intimement liée à l'immigration. Ceux qui choisissent de faire du Canada leur terre d'accueil amènent avec eux leur langue, leur culture et un esprit d'entreprise qui renforce notre économie. C'est pourquoi nous avons besoin d'un nouveau plan d'immigration qui soit fondé sur la compassion et des possibilités économiques accessibles à tous.

Nous aiderons les immigrantes et les immigrants à se bâtir une vie meilleure en sol canadien et à participer à la réussite économique du pays. L'immigration a toujours occupé une place importante dans la croissance de l'économie canadienne. Malheureusement, au cours de la dernière décennie, Stephen Harper a tourné le dos aux aspirants Canadiens qui souhaitent contribuer à cette économie. Nous prendrons des mesures immédiates pour rouvrir les portes du Canada et ferons de la réunification des familles une priorité. Nous porterons immédiatement à 10 000 le nombre de demandes de parrainage de parents et de grands-parents acceptées annuellement, soit le double du nombre actuel.

Également, nous doublerons presque le budget alloué au traitement des demandes de parrainage de la catégorie familiale. Ainsi, les délais d'attente seront réduits (ceux-ci atteignent actuellement, en moyenne, presque quatre ans

dans le cas des demandes de parrainage de parents et de grands-parents). Nous donnerons une chance aux demandeurs qui ont de la famille au Canada en leur accordant des points supplémentaires en vertu du système Entrée express, et nous rétablirons à 22 ans l'âge maximum admissible des personnes à charge (il est actuellement de 19 ans). Ainsi, plus de Canadiennes et de Canadiens auront ainsi la possibilité de faire venir leurs enfants au pays. De plus, nous octroierons immédiatement la résidence permanente aux nouveaux époux immigrant au Canada, éliminant le délai d'attente de deux ans.

Nous tiendrons compte du temps passé au Canada dans le cas des étudiants étrangers et des résidents temporaires.

En ramenant le temps de résidence temporaire dans l'équation, nous aiderons les étudiants étrangers et les autres résidents temporaires à obtenir la citoyenneté canadienne. Nous modifierons aussi la catégorie de l'expérience canadienne pour réduire les obstacles imposés aux étudiants étrangers.

Nous agirons pour que l'envoi de fonds à l'étranger par les travailleurs canadiens soit plus abordable. De concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, nous améliorerons la réglementation de l'industrie des transferts pour que les résidents du Canada puissent aider leur famille en envoyant de l'argent à l'étranger, et ce, à des coûts raisonnables. Nous travaillerons notamment avec les banques du Canada pour qu'elles offrent des services de transfert accessibles, étudierons la possibilité qu'un service de transfert soit assuré par Postes Canada et imposerons des pénalités sévères aux fraudeurs qui escroquent les nouveaux arrivants vulnérables.

Nous rendrons plus facile et plus abordable l'embauche d'une aide familiale. Les familles canadiennes qui veulent engager une aide familiale pour s'occuper d'un membre ayant un handicap doivent assumer les frais de l'étude d'impact sur le marché du travail (1 000 \$). Nous éliminerons ces frais. Nous collaborerons avec les provinces et territoires pour mettre au point un système dans lequel des sociétés réglementées embaucheront des aidants au nom des familles. Cela facilitera la tâche aux familles et protégera les aidants en leur permettant de changer d'employeur en cas de détérioration des relations ou d'abus.

### **La représentation féminine dans les lieux décisionnels**

Nous bâtissons un gouvernement à l'image du Canada. Le Canada est à son meilleur, et son gouvernement particulièrement efficace, lorsque ses dirigeantes et dirigeants reflètent la diversité du pays. Un cabinet libéral sera formé d'un nombre égal de femmes et d'hommes. Nous adopterons également à l'échelle du gouvernement un processus de nomination ouvert fondé sur le mérite.

Nous considérons l'impact que peuvent avoir nos politiques sur les hommes et les femmes. Les politiques publiques n'ont pas la même incidence sur les femmes et sur les hommes. Nous en tiendrons compte dans nos décisions. De plus, nous veillerons à ce que les ministères fédéraux évaluent enfin les répercussions des politiques sur les hommes et les femmes; on réclame qu'ils le fassent depuis plus de vingt ans.

Si jamais vous avez d'autres questions, je vous invite à appeler mon bureau de campagne au [819-557-4734](tel:819-557-4734). Il me ferait plaisir de vous répondre.

Au plaisir,

Greg Fergus

819.557.4734

[greg@gregfergus.ca](mailto:greg@gregfergus.ca)

@GregFergus

facebook.com/GregFergusLiberal